LA LIGUE DE LA VERTU POUR COMBATTRE LA LIGUE DU LOL

PAR SAMUEL PIQUET*

On aurait tort de penser que les révélations sur la Ligue du LOL ont seulement permis à certaines victimes de sortir du silence et à plusieurs harceleurs coupables d'actes odieux d'être mis face à leurs responsabilités. Elles ont aussi permis de découvrir, et personne ne pouvait s'y attendre, que le féminisme de posture ne correspond pas toujours à un féminisme de comportement.

Mais tout cela n'est rien comparé aux constats pleins de finesse et aux initiatives salvatrices que nous préparent les pourfendeurs du mal dans une sorte de feu d'artifice de l'intelligence collective, trop éplorés de n'avoir pu, malgré leur vigilance, prévenir le drame. Sans trop s'avancer, on peut même dire qu'on a trouvé d'aussi bonnes idées que l'incitation à habiller les garçons en rose pour lutter contre l'homophobie. Sur France Info, Aude Lorriaux, confirme que c'est *« le sexisme »*, père de tous les vices, *« qui est à l'origine de cette campagne de cyberharcèlement »*, démontrant par là, si besoin était, la capacité de certains à remettre en cause leurs a priori idéologiques et à réfléchir en dehors de Me Too.



Par chance, tous les hommes ne sont pas sexistes, serait-on en droit de se dire. Que nenni ! Pour Rozenn Le Carboulec, rédactrice en chef au magazine *Têtu*, une certaine catégorie d'hommes ne peut échapper à la tentation du mâle, car *« cette ligue n'est qu'un des monstres nés d'un seul et même problème* [...], *l'entre-soi masculin blanc-cisgenre-hétéro dans la très grande majorité des postes à responsabilité »*. La démonstration est aussi limpide que la nouveauté du propos est renversante.

Heureusement, on sera bientôt en mesure de sauver *« une profession rongée par un sexisme systémique »*, comme le dénonce fort justement une tribune du *Monde*. Car la directrice des *Echos* a validé un accord sur la parité qui prévoit que, d'ici à cinq ans, la moitié des postes à responsabilité seront occupés par des femmes. Quand on voit ce qu'a donné l'instauration de la parité en politique, on ne peut qu'être content des quotas. Quant à la tribune d'étudiants en école de journalisme entièrement rédigée en écriture inclusive, elle nous redonne foi en un avenir qui s'annonce radieux. Pourtant, il convient de ne pas s'arrêter à ces mesures si l'on veut enfin s'attaquer à la véritable racine du mal. Laurent Joffrin l'a bien compris, lui qui déclare dans son édito : *« L'humour a bon dos. D'abord parce qu'il consiste, en principe, à se moquer de soi-même plutôt que des autres. »* En tant que grand comique toujours à la pointe des analyses humoristiques, on ne la lui fera pas : le rire et le harcèlement sont frères de patriarcat, de même que la moquerie et l'humiliation ont toujours été de mèche. L'humour, c'est bien connu, n'est drôle que lorsqu'il est autodérision et si tel n'est pas le cas, il faut l'encadrer pour éviter tout débordement.

Loin d'être libérateur, il n'est que l'arme des puissants pour garder leur place, tout en oppressant les plus faibles. Il a d'ailleurs, les historiens sont formels, *« toujours été mobilisé pour asseoir une domination : les femmes, les minorités, les homosexuels »*, confirme Marlène Coulomb-Gully, avant d'ajouter, dans une phrase riche d'intertextualité avec l'immense Joffrin et qui confirme de manière définitive que les grands esprits se rencontrent : *« On ne rit pas avec, mais on rit de. On conforte cette homosocialité masculine. »* C'est beau comme de l'Aurore Bergé et on a déjà hâte de traquer les faux comiques et de pouvoir taxer d'homophobie, de sexisme ou de racisme toute personne qui émettra des réserves sur le travail d'une minorité racisé.e ou pas.

Or, comme on ne peut faire confiance à personne en matière d'humour, Laurent Joffrin envisage de *« lancer une réflexion sur les règles qui doivent présider à l'expression des journalistes sur les réseaux sociaux quand ils ne s'expriment pas au nom du journal »*, expliquant que *« plusieurs médias ont déjà mis en place des règles de fonctionnement »*. La logique est imparable : pour libérer la parole, d'un côté, rien de mieux que de l'enfermer, de l'autre. Etant donné que la prescription est de six ans en matière délictuelle, Marlène Schiappa n'exclut pas d'*« étudier l'allongement des délais »*, précisant : *« Je vais aborder le sujet avec Nicole Belloubet* [garde des Sceaux]. » Pourquoi se priver quand on voit l'efficacité de toutes ces lois instaurées par les politiques à la suite d'un fait divers ?

Bref, une chose est sûre : dans notre société, il y a pire que les lobbies, il y a les lubies. ■

* Blogueur. « Quamel sans filtre », quamel.eklablog.com